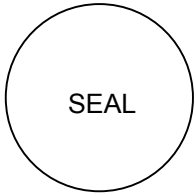


Court File Number



(Name of court)
at Court office address

Form 32B: Warrant for Arrest

TO ALL PEACE OFFICERS IN THE PROVINCE OF ONTARIO:

I COMMAND YOU TO ARREST (name of person to be arrested)

on the grounds that this person is:

- Checkboxes for various grounds: payor who has failed to file a financial statement, a witness whose presence is necessary, a person who has failed to appear, etc.

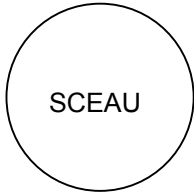
AND I FURTHER COMMAND YOU to bring this person immediately to court in the municipality in which he or she may be found to be dealt with according to law...

Signature of judge

Date of issue

Print or type name of judge

Date on which this warrant expires



(Nom du tribunal)

situé(e) au _____
Adresse du greffe

**Formule 32B :
Mandat d'arrêt**

À TOUS LES AGENTS DE LA PAIX DE LA PROVINCE DE L'ONTARIO :

JE VOUS ORDONNE D'ARRÊTER (nom de la personne) _____

pour le motif que cette personne est :

- un payeur ou une payeuse qui n'a pas déposé l'état financier demandé par le directeur du Bureau des obligations familiales.
Voir le paragraphe 40 (4) de la Loi sur les obligations familiales et l'exécution des arriérés d'aliments.
- un payeur ou une payeuse qui n'a pas déposé l'état financier exigé par un avis d'audience sur le défaut.
Voir le paragraphe 41 (7) de la Loi sur les obligations familiales et l'exécution des arriérés d'aliments.
- un payeur ou une payeuse qui ne s'est pas présenté(e) au tribunal pour expliquer un défaut de paiement dans le cas d'une ordonnance alimentaire, d'un contrat familial ou d'un accord de paternité qui est exécutoire devant ce tribunal, contrairement à un avis d'audience sur le défaut.
Voir le paragraphe 41 (7) de la Loi sur les obligations familiales et l'exécution des arriérés d'aliments.
- un payeur ou une payeuse qui est sur le point de quitter l'Ontario dans le but de se soustraire aux obligations que lui impose une ordonnance alimentaire, un contrat familial ou un accord de paternité qui est exécutoire devant ce tribunal.
Voir le paragraphe 49 (1) de la Loi sur les obligations familiales et l'exécution des arriérés d'aliments.
- un(e) intimé(e) dans une requête en aliments qui est sur le point de quitter l'Ontario dans le but de se soustraire aux obligations que lui impose la Loi sur le droit de la famille.
Voir le paragraphe 43 (1) de la Loi sur le droit de la famille.
- un(e) intimé(e) dans une requête visant à faire intégrer un accord de paternité dans une ordonnance du tribunal et qui est sur le point de quitter l'Ontario dans le but de se soustraire aux obligations que lui impose l'accord.
Voir le paragraphe 59 (2) de la Loi sur le droit de la famille.
- un témoin dont la présence est nécessaire pour trancher une question en litige dans une instance, à qui a été signifiée une assignation de témoin et qui ne s'est pas présenté ou n'est pas resté comme l'exigeait l'assignation.
Voir les paragraphes 20 (9), 23 (7) et 27 (19) des Règles en matière de droit de la famille.
- une personne qui ne s'est pas présentée à une instance qui pourrait donner lieu à une ordonnance lui enjoignant de consentir un engagement ou de fournir un cautionnement.
Voir le paragraphe 32 (1) des Règles en matière de droit de la famille.
- une personne qui n'a pas consenti un engagement ou fourni un cautionnement comme l'exige une ordonnance de ce tribunal.
Voir le paragraphe 32 (1) des Règles en matière de droit de la famille.
- une personne contre laquelle une motion pour outrage au tribunal est présentée, dont la présence à l'audition de la motion est nécessaire dans l'intérêt de la justice et qui ne semble pas susceptible de se présenter de son plein gré.
Voir le paragraphe 31 (4) des Règles en matière de droit de la famille.
- (Autre. Précisez les motifs et les textes législatifs ou réglementaires à l'appui du présent mandat.)

ET JE VOUS ORDONNE EN OUTRE d'amener immédiatement cette personne devant le tribunal de la municipalité où elle se trouve pour qu'il soit statué sur son cas conformément à la loi et, si le tribunal ne siège pas, de l'amener devant un juge de paix dès que possible pour qu'il soit statué sur son cas conformément à la loi.

Signature du ou de la juge

Date de délivrance

Écrivez le nom du ou de la juge en caractères
d'imprimerie ou dactylographiez-le

Date d'expiration du présent mandat

(Insert all available information)

<i>Full legal name of person to be arrested</i>			<i>Birth date (d,m,y)</i>		<i>Sex</i>
<i>Aliases or nicknames</i>					
<i>Residential address</i>			<i>Telephone number</i>		
<i>Employment address</i>			<i>Telephone number</i>		
<i>Height</i>	<i>Weight</i>	<i>Hair colour</i>	<i>Hair style</i>	<i>Eye colour</i>	<i>Complexion</i>
<i>Driver's licence</i>			<i>Year, make and model of automobile</i>		
<i>Licence plate & province</i>			<i>Social insurance number</i>		
<i>Clubs, associations or union affiliation</i>					
<i>Most recent date & occasion when residential address was verified by personal service</i>					
<i>Name & address of person to be contacted for further information</i>			<i>Telephone number</i>		

	<i>(Name of court)</i>	<i>Court office address</i>	WARRANT OF ARREST
--	------------------------	-----------------------------	------------------------------

<i>I have informed this arrested person of his/her right to a lawyer.</i>	<i>Date of arrest</i>	<i>Signature of arresting officer</i>	<i>Printed name of arresting officer</i>
<i>(In space below, set out address and telephone number where arresting officer may be contacted.)</i>			

(Inscrivez tous les renseignements connus)

Nom et prénom officiels de la personne à arrêter			Date de naissance (j,m,a)		Sexe
Noms d'emprunt ou sobriquets					
Adresse résidentielle			Numéro de téléphone		
Adresse au travail			Numéro de téléphone		
Taille	Poids	Couleur des cheveux	Coiffure	Couleur des yeux	Teint
Numéro de permis de conduire			Automobile (marque, modèle, année)		
Numéro de plaque d'immatriculation et province			Numéro d'assurance sociale		
Clubs, associations ou syndicats					
Date et occasion les plus récentes auxquelles l'adresse résidentielle a été confirmée par voie de signification à personne					
Nom et adresse de la personne à contacter pour de plus amples renseignements			Numéro de téléphone		

	<i>(Nom du tribunal)</i>	
	<i>Adresse du greffe</i>	
MANDAT D'ARRÊT		

J'ai informé la personne que je viens d'arrêter de son droit de communiquer avec un avocat.	<i>Date de l'arrestation</i>	
	<i>Signature de l'agent(e) chargé(e) de l'arrestation</i>	
	<i>Nom de l'agent(e) en caractères d'imprimerie</i>	
<i>(Dans l'espace ci-dessous, indiquez l'adresse et le numéro de téléphone où l'agent(e) peut être contacté(e).)</i>		